



Extrait du UJFP

<https://ujfp.org/spip.php?article4763>

FACE AUX DÉFENSEURS D'UN RÉGIME COLONIAL, RACISTE ET D'APARTHEID, NOUS NE NOUS LAISSERONS



Date de mise en ligne : mardi 8 mars 2016

R !

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Les amis de l'État raciste, colonial et d'apartheid israélien essaient tout ce qu'ils peuvent pour tenter de faire croire que le mouvement BDS serait raciste et/ou illégal pour détourner l'attention de l'opinion publique du sort tragique imposé au peuple palestinien.

Le dimanche 6 mars à Paris lors de la manifestation dans le cadre de la journée internationale de luttes pour les droits des femmes, un incident inédit et grave s'est produit. Des policiers en civil ont observé la manifestation puis interpellé une jeune femme vêtue du T-Shirt « Boycott Israël Apartheid / Justice en Palestine » qu'ils ont conduite au commissariat. Les manifestan-te-s solidaires se sont arrêté-e-s et ont scandé des slogans en soutien à la Campagne BDS jusqu'à ce que Hasna soit relâchée du commissariat. Elle est convoquée le lundi 14 mars à 14H au commissariat rue des Ours au motif : « Provocation à la haine en raison de l'origine par écrit »

En juin 2015, Benyamin Netanyahu a lancé un appel afin de constituer un « large front » et mener la guerre contre BDS. Les dirigeants français, menés par le premier ministre (lui-même se déclarant « éternellement lié à Israël ») se sont depuis lors engagés plus encore dans la répression politique de la Campagne internationale BDS afin de soutenir le criminel de guerre au pouvoir à Tel-Aviv : Cela se traduit entre autre par le vote d'un voeu présenté en Conseil de Paris par le PS, parti de la maire Anne Hidalgo, et LR, pour condamner la campagne BDS et par les intimidations et procès politiques à l'encontre des militants BDS qui appellent au respect du droit international

Le 7 mars, lors du dîner du CRIF ; officine au service de la politique criminelle d'un état qui viole le droit international depuis sa création, le 1er ministre de la France n'a pas hésité à surenchérir « *Et puis (...) il y a l'antisionisme, c'est-à-dire tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël* » !

Face aux succès grandissants du mouvement BDS dans le monde, qui est un mouvement citoyen, antiraciste et non-violent pour les droits fondamentaux du peuple palestinien, Israël n'a pas d'autre ressource que d'essayer de faire interdire BDS pour cause d'antisémitisme.

Mais aujourd'hui la grande majorité de l'opinion publique ne se laisse plus embarquer dans l'ignoble chantage à l'antisémitisme, et de plus en plus de Juifs ont rallié la Campagne BDS. Coloniser un pays, écraser le peuple autochtone, le pousser à bout et lui imposer un régime d'apartheid au nom des Juifs du monde entier, qui se risque à contester que cela ne peut que favoriser l'antisémitisme ?

Nous rappelons, au 1er Ministre, au Ministre de l'intérieur ainsi qu'au Ministre de la Justice, [le courrier en date du 20 novembre 2015](#) adressé à Mme Taubira alors Ministre de la Justice par Jean-Jacques URVOAS, Président de la Commission des Lois et député du Finistère, membre du Parti Socialiste :

Les actions menées par ces personnes visent à sensibiliser la population à la question du conflit israélo-palestinien et à sanctionner l'Etat hébreu pour son non-respect du droit international concernant l'occupation des colonies et son attitude dans le cadre du processus de paix.

L'incitation à punir ce militantisme constitue une atteinte à la démocratie et aux libertés fondamentales, telles que la liberté d'expression, qui ne doivent faire l'objet de limitations qu'en cas de déclarations ou de faits inacceptables et contraires aux valeurs républicaines.

Aujourd'hui, les politiciens qui soutiennent le régime israélien d'apartheid sont à court d'arguments : ils amalgament l'antisionisme avec l'antisémitisme et le terrorisme, ils prennent les juifs du monde entier en otage, voulant obstinément en faire les complices des crimes de guerre et d'apartheid d'un état qui leur est étranger. Ils osent prétendre que BDS est illégal mais cautionnent les violations constantes du droit international et des droits humains par l'état israélien.

Nous ne plierons pas, BDS continuera, nous resterons aux côtés du peuple palestinien et des anticolonialistes israéliens jusqu'à ce que les 3 objectifs de la campagne BDS soient réalisés : mettre fin à la colonisation, à l'occupation et démanteler le mur, gagner l'égalité des droits des Palestiniens d'Israël, et appliquer la résolution 194 de l'O.N.U. sur le droit au retour des réfugiés palestiniens.

www.bdsfrance.org campagnebdsfrance@yahoo.fr